

Conditions générales de services

Éditeur du site

Société IMEXPT enregistrée sous le numéro de Siren 8280056860002 ayant son siège social au 2 rue du chemin vert, 92600 ASNIERES-SUR-SEINE FRANCE.

Conception / Hébergement / Référencement

Le site est Hébergé par S.A.R.L. LWS

Adresse: 4 rue Galvani: 75017 PARIS

numéro de téléphone: 01 77 62 30 03

adresse e-mail: noreply@lws.fr.site

Site web: www.lws.fr

Les présentes conditions générales de service (« CGS ») régissent toutes les commandes passées par le CLIENT (le « CLIENT ») pour (le(s) « Service(s) ») tels que proposé(s) sur le site Internet <https://www.actes-de-naissance.fr> (le « Site ») par la société (le « PRESTATAIRE »).

Ces CGS en ligne sont accessibles à tout moment sur le site Internet <https://www.actesdenaissance.fr> et prévaudront, le cas échéant, sur toute autre version ou tout autre document

contradictoire.

Le PRESTATAIRE se réserve le droit de modifier à tout moment les Conditions Générales de Services.

Elles seront alors applicables dès leur mise en ligne.

Article 1 : Définitions

« CLIENT » : toute personne physique ou morale passant commande d'un Service sur le Site pour ses besoins personnels, en son nom et pour son compte.

« Commande » : Toute action pour le CLIENT de passer une commande sur le Site, en sélectionnant le service souhaité (demande d'un acte de naissance), en validant le processus de commande jusqu'au paiement du prix dans les conditions définies à l'article 5 des présentes CGS.

« Acte de naissance » : acte juridique authentique dressé par un officier de l'état civil qui atteste de la naissance d'une personne physique.

« Hébergeur » : désigne la personne physique ou morale assurant au sens de la loi n°2004- 575 du 21 juin 2004 une activité de stockage de tout contenu destiné à être mis à disposition du public par des services de communication au public en ligne. Internet : Réseau mondial d'échange de données constitué de réseaux et serveurs reliés entre eux par le biais d'une interconnexion de réseaux de communications électroniques mondiaux, accessible à tout utilisateur pourvu du matériel

informatique adéquat.

« PRESTATAIRE » : la société telle qu'identifiée en en tête des présentes.

« Service » : désigne l'ensemble des services fournis par aux Utilisateurs, accessible par le biais du site <https://www.actes-de-naissance.fr>.

« Site » : le site Internet <https://www.actes-de-naissance.fr>, tel qu'édité par le PRESTATAIRE.

« Utilisateur » : désigne toute personne naviguant sur le Site, qu'il soit CLIENT ou non.

Article 2 : Objet

Le site internet <https://www.actes-de-naissance.fr> est un site d'assistance permettant de demander un acte de naissance en ligne.

Les présentes conditions de Services visent à définir les relations contractuelles entre le PRESTATAIRE et les utilisateurs du Site qui permet d'obtenir un acte de naissance.

L'utilisation de ce site implique une acceptation sans réserve des présentes Conditions Générales.

Le fait de passer commande d'un Service implique l'adhésion entière et sans réserve du CLIENT aux présentes CGS à l'exclusion de toute autre disposition.

Le Client déclare ainsi avoir pris connaissance des présentes CGS et les avoir acceptées en cochant la case prévue à cet effet lors de la mise en œuvre de la procédure de commande en ligne.

En cas de modification des présentes CGS par le PRESTATAIRE, les conditions applicables seront celles en vigueur à la date de la commande par le CLIENT.

Article 3 : Processus de Commande

Le CLIENT, qui souhaite utiliser le service en ligne du PRESTATAIRE pour demander un acte de naissance, doit obligatoirement :

- Remplir la fiche d'identification sur laquelle il renseignera de manière complète et exacte toutes les informations demandées sur les formulaires correspondant se trouvant les pages web suivantes :

- <https://www.actes-de-naissance.fr/demande-acte-de-naissance/> : demande d'un acte de naissance

- Après avoir dûment complété le formulaire correspondant à sa requête, le CLIENT sera invité à valider celui-ci.

- Une page web s'ouvrira alors lui récapitulant l'ensemble des données renseignées par le CLIENT sur le formulaire afin qu'il puisse en vérifier l'exactitude ;

- Le CLIENT sera alors invité à confirmer sa Commande en cliquant sur l'onglet : « Suivant »

- Après avoir confirmé sa commande, le CLIENT sera conduit vers une page "Information de paiement", lui permettant de renseigner ses coordonnées bancaires puis de valider ces informations.

Dans tous les cas, après paiement, le PRESTATAIRE confirmera par courrier électronique la commande enregistrée.

Article 4 : Demande d'un acte de naissance

a) Frais de service

Les frais de service du PRESTATAIRE s'élèvent à 29 EUR TTC dont (TVA 5,80 EUR). Ce tarif comprend :

- Les frais postaux éventuels - Les frais de paiement (prélevés par le fournisseur de paiement du PRESTATAIRE)
- Les frais de traitement et frais de dossier

Fournisseur de paiement : Stripe

b) Remboursement

Toute demande de remboursement doit impérativement être adressé via le formulaire de contact.

Le CLIENT sera alors invité à renseigner son adresse email ainsi que le champ suivant : le numéro de commande qui lui a été donné sur la page de confirmation de paiement ainsi que sur le mail de confirmation de paiement.

Dans le cas où l'un de ces champs n'est pas correctement renseigné, la demande de remboursement ne pourra pas aboutir. Le PRESTATAIRE utilise en effet ce champ pour traiter automatiquement les demandes de remboursement.

Le CLIENT peut demander un remboursement seulement si sa demande date d'il y a plus de 4 semaines (ceci afin d'être sûr qu'il n'a pas reçu son document en temps et en heure).

c) Droit de rétractation

L'article L.221-18 du Code de la consommation prévoit que l'Utilisateur dispose d'un délai de 14 jours à compter de la commande d'un service au travers d'un site internet pour exercer son droit de rétractation du contrat ainsi conclu à distance.

Afin d'offrir à l'Utilisateur un délai d'exécution des Services aussi bref que possible, et de lui permettre la délivrance des Documents demandés dans les meilleurs délais suivant sa commande, il lui est demandé, au moment de la validation de sa commande, ainsi que l'article L.221-28 1°) du Code de la consommation le permet :

- d'autoriser l'Éditeur à exécuter les Services avant l'expiration du délai de rétractation,
- puis, en conséquence de renoncer au bénéfice de son droit de rétractation.

Article 5 : Modalités de paiement

Le prix est exigible à la commande.

Les prix sont indiqués TTC et en euros.

Les paiements seront effectués exclusivement par carte bancaire. Ils seront réalisés par le biais d'un système de paiement sécurisé qui utilise le protocole SSL (Secure Socket Layer) de telle sorte que les informations transmises sont cryptées par un logiciel et qu'aucun tiers ne peut en prendre connaissance au cours du transport sur le réseau.

Le PRESTATAIRE n'est engagé contractuellement à l'égard du CLIENT, qu'à partir de la réception de l'autorisation de débit du paiement par l'organisme bancaire.

Article 6 : Délai d'obtention

Le traitement de la commande de l'acte de naissance prend généralement quelques heures. Il peut arriver que ces délais soient allongés, sans toutefois dépasser 48 heures.

Les délais de réception des actes de naissance sont généralement de 1 à 2 semaines, augmentés des délais postaux. Ces délais peuvent cependant varier en fonction du traitement par les services de la mairie mais aussi en fonction des délais d'acheminement du courrier par les services postaux.

Article 7 : modalités de traitement

En fonction de la ville de naissance du client, les actes de naissance sont traités de différentes manières. Si la mairie en question propose un formulaire en ligne, alors ce formulaire en ligne pourra être utilisé pour traiter la Commande.

Dans le cas contraire, LE PRESTATAIRE se charge d'envoyer la demande directement à la mairie par courrier postal. La mairie se chargera alors d'envoyer l'acte de naissance au CLIENT.

Dans tous les cas, LE PRESTATAIRE renseigne l'adresse postale du CLIENT pour réception. Par conséquent, en aucun cas, LE PRESTATAIRE n'aura accès à l'acte de naissance du CLIENT.

Article 8 : Données Personnelles

Le PRESTATAIRE en qualité de responsable de traitement, est amené à mettre en œuvre des traitements de données à caractère personnel destinés à répondre aux commandes CLIENT et, plus généralement, à des fins de gestion administrative et commerciale.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 et au Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, le PRESTATAIRE s'engage à ce que la collecte et le traitement des données effectués sur le Site soient conformes à la réglementation en vigueur.

Les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre sur le Site sont fondés sur l'intérêt légitime du PRESTATAIRE de les mettre en œuvre.

La collecte des données et leur conservation sont limitées aux informations strictement nécessaires à l'accomplissement des objectifs poursuivis.

Toute personne physique, justifiant de son identité, peut exercer son droit d'interrogation, d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition au traitement de ses données personnelles pour des motifs légitimes, et de limitation des données la concernant.

Toute personne physique dispose également d'un droit d'opposition au traitement de ses données à des fins de prospection commerciale.

Toute personne peut enfin définir des directives générales ou particulières relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données à caractère personnel après son décès. Les directives générales concernent l'ensemble des données à caractère personnel se rapportant à la personne concernée et peuvent être enregistrées auprès d'un tiers de confiance numérique certifié par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). Les directives particulières, qui concernent certains traitements de données mentionnées par ces directives, doivent faire l'objet d'un consentement spécifique enregistré auprès du responsable de traitement.

Pour exercer ses droits, le CLIENT peut envoyer sa demande par courrier électronique l'adresse électronique suivante : noreply@lws.fr.site .

Si le CLIENT souhaite faire supprimer ses données personnelles, peut envoyer sa demande par courrier électronique l'adresse électronique suivante : noreply@lws.fr.site .

Cookies et autres traceurs

L'Utilisateur est informé, qu'à l'occasion d'une visite sur ce Site, des informations peuvent être automatiquement collectées à travers l'usage normal du Site ou par l'utilisation de cookies qui se placent automatiquement sur le logiciel de navigation de l'Utilisateur.

L'Utilisateur consent à ce que les cookies tels que décrits ci-dessous puissent être placés sur sa machine conformément au présent article.

Qu'est-ce qu'un cookie ?

Le terme cookie englobe plusieurs technologies permettant d'opérer un suivi de navigation ou une analyse comportementale de l'internaute. Ces technologies sont multiples et en constante évolution. Il existe notamment, les cookies, tag, pixel, code Javascript.

Le cookie http qui est actuellement la technologie la plus utilisée, est un petit fichier texte enregistré par le navigateur de votre ordinateur, tablette ou smartphone et qui permet de conserver des

données utilisateur afin de faciliter la navigation et de permettre certaines fonctionnalités.

Le fichier cookie permet à son émetteur d'identifier le terminal dans lequel il est enregistré pendant la durée de validité ou d'enregistrement du cookie concerné. Un cookie ne permet pas de remonter directement à une personne physique.

Lorsque vous visitez le Site, différents cookies tels que décrit ci-dessous pourront être installés.

Pourquoi le Site utilise des cookies ?

Le Site utilise des cookies afin de différencier un Utilisateur des autres Utilisateurs du Site, et aider ainsi à améliorer l'expérience lorsque l'Utilisateur navigue sur le Site, lui permettant de naviguer sur les pages Internet de manière plus efficace.

Ces cookies ont les utilités suivantes :

- Ils authentifient et identifient l'Utilisateur sur le Site ;
- Ils mémorisent ses préférences ;
- Ils mesurent son usage du Site afin que nous puissions améliorer ce dernier.

Les Cookies émis sur le Site nous permettent :

- d'établir des statistiques et volumes de fréquentation et d'utilisation des divers éléments composant nos services. A ce titre, nous avons recours à des cookies de mesure d'audience.
- d'adapter la présentation de notre Site selon le terminal utilisé ;
- d'adapter la présentation de notre Site selon les affinités de chaque utilisateur ;
- de mémoriser des informations relatives à un formulaire que vous avez rempli sur notre Site (inscription ou accès à votre compte, service souscrit, etc.) ;
- de vous permettre d'accéder à des espaces réservés et personnels de notre Site, tels que votre compte, grâce à des identifiants ;
- de mettre en œuvre des mesures de sécurité, par exemple lorsqu'il vous est demandé de vous connecter à nouveau à votre compte après un certain laps de temps ;
- partager des informations avec des annonceurs sur d'autres sites internet pour vos proposer des annonces publicitaires pertinentes et en adéquation avec vos centres d'intérêts. A ce titre, nous avons recours à des cookies publicitaires.
- partager des informations sur les réseaux sociaux. A ce titre, nous avons recours à des cookies permettant de partager sur ces réseaux.

Comment Paramétrer le dépôt des Cookies, Tags Et Traceurs ?

Le paramétrage du navigateur Internet permet d'informer de la présence de cookies et

éventuellement de les refuser de la manière décrite à l'adresse suivante :

<https://www.cnil.fr/fr/cookies-les-outils-pour-les-maitriser>

Nous informons toutefois l'Utilisateur que la désactivation d'un cookie pourra empêcher ou rendre difficile la navigation ou l'accès au Site et aux services proposés.

Article 9 : Propriété intellectuelle :

Le Site et, les composantes de celui-ci (marques, logos, données, métadonnées, textes, photographies, bases de données, documentations, etc.), ainsi que les présentes Conditions Générales De Services font l'objet d'une protection intellectuelle à divers titres.

L'Éditeur du Site est titulaire des droits de propriété intellectuelle ou détient les droits nécessaires sur l'ensemble des éléments du Site pour pouvoir offrir les services qui y sont présents aux Utilisateurs.

A cet égard, l'Utilisateur s'engage à respecter les conditions d'utilisation du Site et à n'entreprendre aucun acte de nature à porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de l'Éditeur ou de tiers. Sauf accord préalable et écrit de l'Éditeur, sont interdites car elles constitueraient une contrefaçon sanctionnée par le Code de la propriété intellectuelle :

- Toute adaptation, mise à disposition du public, distribution ou rediffusion, sous quelque forme que ce soit, et par quelque procédé que ce soit, de tout ou partie des éléments du Site ;
- Toute extraction ou réutilisation, y compris à des fins privées, de tout ou partie du contenu des bases de données constituées.

Les droits de propriété intellectuelle de l'Éditeur du Site restent la propriété exclusive de celui-ci ou, en cas de contenu fourni par des tiers, la propriété de ces derniers.

Toute représentation totale ou partielle de ce Site par quelque personne, physique ou morale, que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'Éditeur du Site, est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par le Code de la propriété intellectuelle.

De même, l'ensemble des textes et éléments figurant dans les Guide-Conseil communiqué au CLIENT au format PDF, rédigé entièrement par le PRESTATAIRE, relève de la propriété intellectuelle exclusive de ce dernier.

En conséquence, toute reproduction de ces Guide-Conseil, par tout procédé et sur quelques supports que ce soit est strictement interdite.

Article 10 : Liens hypertexte

Le Site peut contenir des liens hypertextes vers d'autres sites Internet et notamment vers ceux

d'acteurs intervenants dans le cadre du service proposé.

La responsabilité de l'Éditeur du Site ne saurait cependant être engagée au titre d'un site Internet tiers auquel l'Utilisateur a eu accès via le Site et qui présenterait des contenus illicites ou inexacts.

En effet, L'Éditeur ne dispose d'aucun moyen de contrôle du contenu des sites tiers. La décision d'activer ou non ces liens hypertextes appartient donc exclusivement aux Utilisateurs.

De même, la responsabilité de l'Éditeur du Site ne saurait être recherchée pour indisponibilité ou dysfonctionnement de ces sites tiers.

A l'exception de sites internet diffusant des informations et/ou contenus ayant un caractère illégal et/ou à caractère politique, religieux, pornographique, xénophobe, vous pouvez créer un lien hypertexte vers le Site, sous la double réserve qu'il s'agisse d'un lien vers la page d'accueil du Site et que ce lien ouvre le Site dans une nouvelle fenêtre de navigation laissant apparaître l'adresse url suivante : <https://www.actes-de-naissance.fr>

Article 11 : Confidentialité

Le CLIENT et le PRESTATAIRE acceptent de garder secrète et confidentielle toute Information confidentielle émanant de l'autre Partie et ne pourra divulguer une telle Information confidentielle qu'avec l'autorisation préalable de cette dernière.

Par « Information confidentielle », il faut entendre toute information qui n'a pas été expressément mentionnée comme étant publique par la partie la divulguant, les documents, fichiers, programmes informatiques ainsi que tous documents ou fichiers qui auront été remis par le CLIENT au PRESTATAIRE au titre du Service. Cette obligation survivra au terme du Service.

Le PRESTATAIRE s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles reçues de la part du CLIENT sous quelques formes que ce soit, excepté sur le site officiel :

<https://psl.servicepublic.fr/mademarche/EtatCivil/demarche?execution=e1s1>.

Article 12 : Déclaration – Site non-officiel

Le PRESTATAIRE déclare au CLIENT, qui reconnaît en être parfaitement informé, que le site Internet <https://www.actes-de-naissance.fr> n'est pas le site officiel de l'administration française de demande et de délivrance des actes de naissance.

En outre, le CLIENT est parfaitement informé du fait que le site Internet <https://www.actesdenaissance.fr> n'est pas affilié de quelque manière que ce soit au site officiel de l'administration

française en ce domaine, lequel est accessible à l'adresse :

<https://psl.servicepublic.fr/mademarche/EtatCivil/demarche?execution=e1s1>

Article 13 : Responsabilités et Garanties

Le PRESTATAIRE ne garantit pas que le Site soit accessible sans interruption.

L'accès au Site pourra être interrompu pour des raisons de maintenance et en cas d'urgence notamment.

Le PRESTATAIRE s'engage à faire ses meilleurs efforts pour sécuriser l'accès, la consultation et l'utilisation des Services conformément aux règles d'usages de l'Internet.

Le PRESTATAIRE n'est pas responsable de l'altération, la perte ou la transmission accidentelle de données.

En conséquence, la responsabilité du PRESTATAIRE ne peut être engagée dans les cas suivants :

- interruptions momentanées d'une durée de quelques minutes pour la mise à jour du Site ;
- difficultés de fonctionnement ou interruption momentanée des Services indépendamment de la volonté notamment en cas d'interruption des services d'électricité ou de communications électroniques ; d'interruption ou de mauvais fonctionnement des services administratifs ;
- interruptions momentanées des Services nécessaires aux évolutions ou maintenance ;
- défaillance ou dysfonctionnements du réseau Internet dans la transmission de messages, données ou documents.

Le CLIENT / L'UTILISATEUR déclare accepter les caractéristiques et les limites de l'Internet, et en particulier reconnaître :

- qu'il a connaissance de la nature de l'Internet, en particulier de ses performances techniques et des temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des contenus ;
- que la communication de ses éventuels codes d'accès ou d'une manière générale de toute information jugée confidentielle est faite sous sa propre responsabilité ;
- qu'il lui appartient de prendre toutes mesures nécessaires pour s'assurer que les caractéristiques techniques de son ordinateur lui permettent la consultation des contenus ;
- qu'il lui appartient de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination par des éventuels virus circulant à travers le Site.

Le PRESTATAIRE ne garantit pas que le Site soit sans erreurs ni que toutes les imperfections feront l'objet de corrections.

Le CLIENT/L'UTILISATEUR s'engage à ne pas utiliser de dispositifs ou logiciels de toutes sortes afin de perturber ou tenter de perturber le bon fonctionnement du Site.

Le CLIENT/L'UTILISATEUR s'engage à ne pas engager d'action qui imposerait une charge

disproportionnée sur les infrastructures du PRESTATAIRE.

Le PRESTATAIRE ne peut en aucun cas garantir la délivrance de l'acte de naissance qui dépend exclusivement de la décision souveraine des autorités administratives habilitées à la délivrer, ni ne peut garantir le respect des délais de traitement de la demande.

Le CLIENT reconnaît expressément que la délivrance de l'acte de naissance est réalisée de manière discrétionnaire par les autorités compétentes et que celle-ci peut être refusée ; la responsabilité du PRESTATAIRE ne peut en aucun cas être engagée en cas de refus de l'autorisation sollicitée.

Le PRESTATAIRE ne pourra pas voir sa responsabilité retenue en cas de non-admissibilité du CLIENT sur le territoire Américain, dès lors qu'il a été retranscrit scrupuleusement les informations fournies par le CLIENT sur le formulaire de demande de l'acte de naissance.

Le CLIENT reconnaît que les obligations du PRESTATAIRE au titre du Services ont des obligations de moyen à l'exclusion de toute obligation de résultat.

En aucun cas, le PRESTATAIRE ne saurait en aucune circonstance encourir de responsabilité au titre des dommages indirects qui incluent notamment tout préjudice moral ou financier, pertes de données, ainsi que toute action dirigée contre le CLIENT par un tiers.

Le PRESTATAIRE n'est en aucun cas responsable en cas des défauts d'exécution imputables au CLIENT (notamment en cas de communication d'informations erronées).

Article 14 : Force majeure

L'Éditeur du Site ne saurait être tenu responsable en cas d'inexécution ou d'exécution partielle de ses obligations au titre du Site si ladite inexécution ou exécution partielle résulte d'un cas de force majeure au sens de la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

Article 15 : Modification/Révision des Conditions Générales de Services

Le PRESTATAIRE se réserve la possibilité de modifier, à tout moment et sans préavis, les présentes Conditions Générales de Services afin de les adapter aux évolutions légales et réglementaires, aux évolutions de la technique et/ou plus largement de son système d'information.

En cas de modification des Conditions Générales De Services, toute personne habilitée ne pourra utiliser le Site qu'après avoir accepté les nouvelles Conditions Générales De Services, en cochant la case d'acceptation spécialement prévue à cet effet lors de sa nouvelle tentative de connexion.

Tout refus des Conditions Générales De Services modifiées entraîne l'impossibilité d'accéder aux services du Site.

Article 16 : Conservation et archivage

L'archivage des commandes et des factures est effectué par le PRESTATAIRE sur un support fiable et durable de manière à correspondre à une copie fidèle conformément aux dispositions de l'article 1379 du Code Civil.

Article 17 : Nullité partielle / Non-renonciation

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et toute leur portée.

Les parties conviennent alors de remplacer la clause nulle ou non valide par une clause qui se rapprochera le plus, dans son contenu, de la clause initialement arrêtée. En outre, le fait pour le PRESTATAIRE de ne pas se prévaloir pendant un certain laps de temps de l'une quelconque des dispositions prévues aux présentes ne pourra être interprété comme une renonciation de celle-ci à s'en prévaloir à l'avenir.

Article 18 : Droit applicable / Compétence / Modes alternatifs de règlement des litiges

18.1. Loi applicable et Juridiction compétente

Les présentes CGS sont soumises au droit français. Il en est ainsi tant pour les règles de fond que pour les règles de forme.

Tout litige relatif à l'acceptation, l'exécution ou l'interprétation des présentes relèvera de la compétence des juridictions françaises.

18-2 : Médiateur de la consommation

En cas de litige et après avoir saisi le service clientèle du professionnel, tout client a la possibilité de saisir un médiateur de la consommation, dans un délai maximal d'un an à compter de la date de la réclamation auprès de ce professionnel.

Dans le cas où l'Utilisateur souhaitera avoir recours à la médiation, il pourra saisir la CNPM (Chambre Nationale des Praticiens de la Médiation) sous le lien suivant : www.cnpm-mediation.org

L'Utilisateur peut également recourir à la plateforme de règlement extrajudiciaire des litiges en ligne de la Commission Européenne, accessible sous le lien suivant : <https://ec.europa.eu/consumers/odr>